

Le Hamas classé organisation terroriste ? Les Suisses se tâtent...

écrit par Christine Tasin | 11 octobre 2023



De gauche à droite, Gerhard Pfister (Le Centre/ZG), Michel Matter (PVL/GE) et Laurent Wehrli (PLR/VD). Les trois parlementaires sont sur la même longueur d'onde concernant le Hamas.

Keystone



De gauche à droite, Gerhard Pfister (Le Centre/ZG), Michel Matter (PVL/GE) et Laurent Wehrli (PLR/VD). Les trois parlementaires sont sur la même longueur d'onde concernant le Hamas.

Keystone

Si, en France, Borne qualifie le Hamas d'organisation terroriste, l'histoire ne dit pas encore si elle serait prête à oeuvrer à la faire enregistrer comme telle à l'ONU... On connaît les lâchetés de la classe macronienne et les effets du « en même temps ». Ils sont aussi capables de parler ainsi juste pour attirer les voix des LR et les pousser à voter avec les Macronistes contre Les Insoumis qui, eux, osent renvoyer dos à dos Israël et le Hamas.

<https://www.midilibre.fr/2023/10/10/direct-attaque-du-hamas-en-israel-frappes-intensives-sur-gaza-1-500-corps-dislamistes-retrouves-la-situation-ce-mardi-11508412.php>

En Suisse, c'est plus compliqué. La droite et les patriotes demandent que le Hamas soit considéré comme terroriste... Mais les autres hésitent, de peur que ce ne soit pas possible juridiquement.

Le PLR rejoint l'UDC pour demander de considérer

l'organisation palestinienne comme terroriste. Pour la première fois, une majorité se dessine au parlement.

Suite réservée aux abonnés.

<https://www.tdg.ch/assaut-contre-israel-la-repudiation-du-hamas-par-la-suisse-est-programmee-578103556530>

Mais le président de la fédération, Ignazio Cassis, affirme que ce serait impossible juridiquement en Suisse, sauf à ce que le Conseil de Sécurité de l'ONU soit d'accord.

Classer le Hamas comme organisation terroriste... c'est le sujet qui agite la classe politique à Berne après l'attaque surprise du Hamas en Israël. C'est à droite, UDC et PLR en tête, que la pression est la plus forte. Laurent Wehrli (PLR/VD), conseiller national et membre de la Commission de politique extérieure (CPE) est très clair: «S'il faut faire cesser les hostilités et mettre en place tous les moyens permettant d'aboutir à une paix durable, la Suisse doit aller plus loin que la seule condamnation. Des sanctions contre le Hamas sont nécessaires, en le classant comme organisation terroriste. Les flux financiers doivent aussi être vérifiés pour éviter que le soutien suisse ne soit utilisé par le Hamas pour poursuivre ses actes de guerre.»

Lors d'un point presse en début de soirée, Ignazio Cassis a douché cette volonté: «La situation juridique ne nous permet pas en l'état de lister les organisations terroristes. Nous l'avons fait en 2015 pour Al-Qaida dans une loi spéciale dont l'effet s'est arrêté à la fin de l'année passée. Cela ne signifie pas pour autant que nous ne pouvons pas agir contre les terroristes. Nous avons suffisamment de bases légales pour cela.» Et la situation, très volatile, pourrait changer si le Conseil de sécurité des Nations unies devait prendre une décision dans ce sens...

Suite réservée aux abonnés

<https://www.letemps.ch/suisse/ignazio-cassis-la-suisse-ne-peut-pas-classer-le-hamas-comme-organisation-terroriste>

Moi, ce qui m'étonne, c'est qu'après ce qui s'est passé en Israël, il y en ait encore qui aient peur de qualifier le Hamas d'organisation terroriste et qu'on perde du temps avec ça. Nous vivons dans un monde malade qui confond le bien et le mal.